Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Avignon et Vaucluse : Colère paysanne contre le Mercosur



Ce vendredi matin à Avignon, Cours Jean Jaurès, les agriculteurs se sont mobilisés contre l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Une action éclair et déterminée, reflet d'un malaise profond qui traverse l'ensemble des filières agricoles françaises, confrontées à une crise économique, sociale et sanitaire sans précédent.

Dès les premières heures de la matinée, les tracteurs ont convergé vers Avignon. En toile de fond, un mot d'ordre clair : dire non à un accord jugé destructeur pour l'agriculture française. « Toutes les filières sont en crise », alerte Christian Borde, exploitant agricole à Apt, engagé en Vaucluse et dans les Alpes-de-

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Haute-Provence. Lavande, lavandin, céréales, vigne ou cultures fourragères : aucun secteur n'est épargné selon lui.

Pas d'accords avec le Mercosur

Au cœur des inquiétudes, bien sur, l'accord Mercosur, qui ouvrirait davantage le marché européen aux productions agricoles sud-américaines. Pour les manifestants, il incarne une concurrence jugée déloyale : normes sanitaires moins strictes, traçabilité insuffisante, coûts de main-d'œuvre incomparables. « Nous produisons des aliments tracés, de qualité, respectant des règles strictes, pendant que des produits importés pourraient contenir des substances interdites chez nous », dénoncent-ils. Un paradoxe d'autant plus mal vécu que la France, jadis excédentaire, ne couvrirait plus aujourd'hui qu'environ 30% de ses besoins alimentaires.

Une crise économique et humaine

Dépôts de bilan, exploitations asphyxiées par des prix de vente inférieurs aux coûts de production, pression constante de la grande distribution : le modèle agricole vacille. En filigrane, un drame silencieux : celui de la détresse psychologique. « Les suicides d'agriculteurs augmentent, mais restent tus », regrette Christian Borde, également engagé auprès de la MSA (Mutuelle sociale agricole). Une souffrance diffuse, nourrie par l'endettement et le sentiment d'abandon.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026



Copyright MMH

Produits naturels contre produits de synthèse

Certaines filières cristallisent particulièrement les tensions. Les producteurs de lavande et de lavandin, en crise depuis six ans, s'inquiètent de l'évolution de la réglementation européenne sur les substances naturelles. Le classement potentiel des huiles essentielles comme allergènes, voire cancérogènes, contraste avec la tolérance accordée aux produits de synthèse, pourtant largement dominants sur le marché mondial. « Une distorsion qui menace, selon eux, l'avenir d'une production emblématique du territoire, expose Christian Borde. Nous produisons environ 1 400 tonnes d'huiles essentielles en France de plantes à parfum, alors que les produits de synthèse représentent 24 000 tonnes. Ca va être la mort de la production française. »

Difficultés structurelles et crises sanitaires

À ces difficultés structurelles s'ajoutent des crises sanitaires. Les éleveurs bovins redoutent la propagation de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), détectée fin juin dernier, en Savoie. L'absence de vaccination obligatoire et les abattages massifs alimentent un sentiment d'injustice, alors même que

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

des viandes issues de pays concernés par la maladie continuent d'entrer sur le territoire européen.

Une colère maîtrisée mais résolue

Les prises de parole se succèdent, portées par une colère maîtrisée mais résolue. Les responsables syndicaux insistent sur la dignité de la mobilisation et préviennent : ce rassemblement n'est qu'un signal. Derrière la contestation du Mercosur, c'est une dénonciation plus large d'un système jugé intenable : normes toujours plus contraignantes, négociations commerciales opaques, marges captées par les intermédiaires, et agriculteurs exclus des discussions sur les prix.



Christian Borde Copyright MMH

Un monde agricole en bout de souffle

À Avignon, la manifestation paysanne a fait entendre une alarme claire : celle d'un monde agricole à bout

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

de souffle, refusant d'être la variable d'ajustement des politiques commerciales internationales. Au-delà du rejet du Mercosur, les agriculteurs réclament une reconnaissance concrète de leur rôle stratégique : nourrir la population, entretenir les territoires et garantir une alimentation saine. Une mobilisation qui, à en croire les syndicats, pourrait bien se prolonger dès le début de l'année prochaine si aucune réponse structurelle n'est apportée.

Mercosur : de quoi parle-t-on exactement ?

Le Mercosur est un marché commun sud-américain qui regroupe principalement le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Depuis plus de 20 ans, l'Union européenne négocie avec ces pays un accord de libre-échange visant à faciliter les échanges commerciaux, notamment industriels et agricoles. Concrètement, l'accord prévoit une baisse importante des droits de douane sur de nombreux produits, dont la viande bovine, la volaille, le sucre, l'éthanol ou encore certaines céréales.

Un très mauvais deal pour les paysans français

Pour les agriculteurs européens, et français en particulier, cet accord pose un problème majeur de concurrence réglementaire. Les productions agricoles des pays du Mercosur ne sont pas soumises aux mêmes normes sanitaires, environnementales et sociales que celles imposées en Europe : usage de pesticides interdits dans l'UE (Union Européenne), traçabilité plus faible, coûts de main-d'œuvre très inférieurs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026



Copyright MMH

Les syndicats agricoles

Les syndicats agricoles dénoncent ainsi une distorsion de concurrence, estimant que l'accord favoriserait surtout les grandes industries agroalimentaires et les centrales d'achat, au détriment des producteurs et, à terme, de la souveraineté alimentaire européenne.

La Dermatose nodulaire contagieuse : une menace sanitaire pour l'élevage

La dermatose nodulaire contagieuse (DNC) est une maladie virale qui affecte les bovins. Transmise principalement par des insectes piqueurs (moustiques, mouches), elle provoque fièvre, lésions cutanées, amaigrissement et pertes de production, sans danger direct pour l'homme. Jusqu'à récemment cantonnée à certaines régions d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud, la maladie a été détectée fin juin en Savoie, suscitant une vive inquiétude chez les éleveurs français.

La stratégie sanitaire

La stratégie sanitaire repose aujourd'hui sur l'abattage des animaux infectés, la mise sous surveillance et

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

la restriction des mouvements de troupeaux. Les organisations agricoles critiquent toutefois l'absence de vaccination obligatoire préventive et redoutent des abattages massifs, vécus comme un gaspillage économique et animal. Dans le même temps, Christian Borde dénonce une incohérence : alors que leurs troupeaux sont bloqués et invendables, des viandes importées de pays où la maladie est présente, continuent d'entrer sur le marché européen, alimentant un sentiment d'injustice et d'abandon.



Copyright MMH

Suicide chez les agriculteurs : des chiffres alarmants

En France, les agriculteurs présentent un risque de suicide supérieur de 46% à celui de l'ensemble de la population active. Pour les chefs d'exploitation non-salariés, ce sur-risque atteint environ 70 à 80%, selon les périodes étudiées par la Mutualité sociale agricole (MSA). Les données consolidées de la MSA et de Santé publique France estiment qu'un agriculteur se donne la mort tous les deux jours en moyenne. Un chiffre qui, malgré les dispositifs de prévention, reste stable depuis plusieurs années. Plus de 90% des suicides concernent des hommes, principalement âgés de 40 à 65 ans, souvent à la tête d'exploitations

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

fragilisées économiquement.

Les causes ?
L'endettement chronique ; Des revenus inférieurs aux coûts de production ; La pression administrative et réglementaire ; L'isolement social ; Les crises sanitaires ou climatiques : la détresse agricole résulte d'un enchevêtrement de facteurs économiques, sociaux et psychologiques.

Vaucluse : une souffrance aux chiffres tabous
Il n'existe pas de données rendues publiques et détaillées spécifiques au Vaucluse. Les acteurs de terrain (MSA, syndicats, chambres d'agriculture) évoquent toutefois une détresse bien réelle, comparable à celle observée dans d'autres territoires agricoles, avec une difficulté persistante à rendre ces chiffres visibles.
Mireille Hurlin

(Vidéo) Loi Duplomb : 'Face à la peur, l'agriculture française se sacrifie, et vous ?'

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026



Dans ce communiqué, au titre interpellant, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et les Jeunes agriculteurs de Vaucluse, militent pour la réintroduction très encadrée de l'acétamipride, produit phytosanitaire néonicotinoïde autorisé par l'Union européenne mais dont la réintroduction et les dérogations en France ont été censurées par le Conseil constitutionnel (article 2 de la Loi Duplomb).

Les agriculteurs soulignent que sans son usage et la suppression des dérogations, les cultures et productions françaises -notamment des fruits rouges- sont en danger. Egalement ce même produit aura été utilisé pour la culture de fruits, plantes et fleurs importés et pourtant destinés aux consommateurs français. Les paysans tiennent à ce que ceux-ci en soient informés et pleinement conscients. Dans un même temps, la pétition de la Loi Duplomb sur le site de l'Assemblée Nationale a recueilli plus de 2,1 millions de signatures.

La Loi Duplomb

« Depuis l'adoption de la loi Duplomb, une question s'impose : avons-nous agi par précaution ou par panique ? exposent les agriculteurs. En censurant la réintroduction encadrée de l'acétamipride, un produit phytosanitaire néonicotinoïde autorisé dans l'Union européenne, la France a cédé à la crainte sans évaluer pleinement les risques réels.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Pour un usage encadré hors floraison
Pourtant, selon l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments), lorsque son usage est encadré et réalisé hors floraison, l'acétamipride répond aux exigences de sécurité pour la santé humaine et des pollinisateurs, et reste conforme à la loi "Abeille".

Quelle alternative à cette molécule ?
Cette molécule est aujourd'hui indispensable pour protéger certaines productions, notamment les fruits rouges dans le Vaucluse. Faute d'alternative efficace, son interdiction place nos producteurs dans une impasse technique et économique. Cette molécule est interdite en agriculture en France, mais faisait encore l'objet de dérogations très encadrées pour certaines cultures spécifiques.

Suppression des dérogations
Ces autorisations exceptionnelles faisaient l'objet d'une évaluation rigoureuse avant d'être accordées : elles reposaient sur une évaluation scientifique et n'étaient délivrées que lorsqu'aucune solution viable n'existait. La suppression de ces dérogations ne fait pas disparaître le besoin, elle le déplace. Les consommateurs français continueront à mettre dans leur panier des fruits, cerises ou autres produits traités à l'acétamipride… mais cultivés dans d'autres pays européens où son usage reste autorisé. Plutôt que de renforcer la santé publique, cette décision affaiblit nos filières et favorise les importations. Et si les effets ne sont pas encore forcement visibles pour les consommateurs, ils le seront dès les prochaines saisons : des vergers entiers manqueront de moyens efficaces pour se défendre contre les ravageurs, faute de traitements compatibles ou d'alternatives disponibles.

Des messages trop alarmistes ?
Cette situation résulte d'une sur-transposition française que certains ont encouragée, parfois en signant des pétitions ou en relayant des messages alarmistes. Mais, au moment de passer en caisse, combien vérifient réellement l'origine des produits ? Combien se demandent si ces fruits ou légumes ont été traités avec la molécule qu'ils ont contribué à interdire en France ? Vous avez exigé des règles plus strictes. Demain, serez-vous prêts à soutenir les filières que vous aurez contribué à fragiliser ? Le pouvoir est aussi dans vos mains.

Une molécule déjà prégnante dans notre quotidien
L'acétamipride n'est d'ailleurs pas absent de notre quotidien. On le retrouve dans certains produits biocides destinés au grand public, tels que des insecticides d'intérieur, des produits de jardinage ou des traitements antiparasitaires pour animaux domestiques. En privant nos agriculteurs d'outils autorisés ailleurs en Europe, nous affaiblissons encore un peu plus notre souveraineté alimentaire et notre économie rurale, sans réduire l'exposition réelle des consommateurs à cette molécule. La FDSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et les Jeunes Agriculteurs du Vaucluse appellent à des prises de décisions basées sur les faits, et non sur les peurs, et invitent chacun à exercer sa responsabilité… au moment de remplir son panier.
MMH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

(Vidéo) Les agriculteurs de Vaucluse à l’honneur sur les routes du Tour de France



A l’occasion des prochaines étapes de la Grande boucle qui se dérouleront mardi 22 et mercredi 23 juillet prochains en Vaucluse, les agriculteurs du département seront mis à l’honneur tout au long du parcours. Une promotion qui s’inscrit dans le cadre de la 4e participation de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles) à la caravane du Tour. Au total, deux voitures et deux chars entièrement personnalisés aux couleurs de la campagne de communication ‘Ma Nature, Mon Futur, l’Agriculture’ dédiée à la valorisation des métiers agricoles, emprunteront les routes de Vaucluse pour distribuer des ‘goodies’ et assurer la mise en valeur de l’agriculture hexagonale.

« C’est un rendez- vous auquel nous sommes très attachés. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA

« Chaque année, notre participation au Tour de France met en lumière la présence constante et l'apport des agriculteurs aux paysages et aux terroirs qui font la renommée internationale de la France, explique Arnaud Rousseau, président de la FNSEA. Le Tour de France, événement sportif populaire, offre une vitrine exceptionnelle pour sensibiliser le grand public à la diversité de nos métiers, piliers d'une agriculture française parmi les plus vertueuses au monde. C'est un rendez- vous auquel nous sommes très attachés. »

Les agriculteurs de la FNSEA, lors de l'édition du Tour de France 2024. Crédit : FNSEA

Des tifos géants vus du ciel

Mais il n'y a pas que la Caravane du Tour, il y a aussi les animations le long des routes. Nos confrères de l'hebdomadaire Vaucluse agricole viennent ainsi aussi de recenser les différentes animations que les agriculteurs ont mis en place tout au long du parcours durant ces deux étapes vauclusiennes.
A l'image de leurs homologues des autres départements, les 'paysans' locaux vont notamment réaliser de grandes fresques destinées à être visible depuis le ciel et être filmé par les caméras des hélicoptères de France Télévisions lors des retransmissions en direct des étapes.



A l'image de leurs collègues de Champagne, les agriculteurs de Vaucluse vont réaliser des fresques destinées à être filmées par les hélicoptères de France Télévision. Crédit : FNSEA

Lors de l'étape du 22 juillet, la FDSEA de Vaucluse proposera ainsi au niveau de Courthézon une fresque

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

‘des saveurs d‘ici’ avec des fraises, des cerises et des tomates géantes dans un immense panier de bottes de foin. Toujours lors de cette ‘étape reine’ menant au Mont Ventoux, c’est aussi le Comité régional d’Interfel Provence-Alpes-Côte d’Azur, l’interprofession des fruits et légumes frais, qui va déployer du côté de Caromb, aux côtés des Jeunes agriculteurs de Vaucluse, un tifo de 600m² aux couleurs et slogan de l’interprofession.
Le lendemain, sur le village départ à Bollène, Interfel et Inter-Rhône feront respectivement la promotion des fruits et légumes frais ainsi que les vins locaux.

Un marché des producteurs
Auparavant, la Chambre d’agriculture, le réseau ‘Bienvenue à la ferme’ et le Comité de promotion des produits de Vaucluse proposeront un marché de producteurs 100% local. Il se déroulera le dimanche 20 juillet à Bédoin, de 8h30 à 15h, sur la plaine des Ermitans au Ventoux juste après le chalet Reynard. L’occasion de faire découvrir aux nombreux spectateurs déjà installés (Près de 1 000 camping-caristes français et étranger sont attendus) pour suivre l’ascension du géant de Provence des glaces au lait de vache, des pâtes locales, du vin ainsi que du miel, des confitures, des gelées de plantes, des amandes, de l’ail, des abricots, des melons…

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026



Avignon : les raisins de la colère mais aussi

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

les cerises, les lavandes, les fraises et les melons



« Macron, si tu vas à Rio (pour le G 20) n'oublie pas les péquenots », a-t-on pu lire sur une banderolle, « Votre faim, pas notre fin » ou encore « On veut vous nourrir, pas mourir ». A l'aube ce lundi 18 novembre, opération escargot, une centaine d'agriculteurs partis de l'Ile Piot avec leurs tracteurs font le tour des remparts. Après une halte au pied du Pont Saint-Bénézet ils vont rallier la préfecture pour faire remonter leurs revendications.

En tout, plus de 80 manifestations de colère sont recencées en France. « Depuis la dernière mobilisation, il y a un an, on n'a pas reçu un seul centime d'euro d'aide pour notre trésorerie » dénonce Benoît, un viticulteur, membre des Jeunes Agriculteurs de Vaucluse. « Rien n'a changé, on ne nous écoute pas, on n'entend pas notre désespoir. Une machine à vendanger ça coûte cher, un tracteur aussi. On arrive pas à rembourser nos prêts ». Un autre précise : « On voudrait lutter à armes égales mais on ne le peut pas. Nos concurrents n'ont pas les mêmes obligations que nous, ils peuvent utiliser des produits interdits en France, et du coup on mange du poulet à la javel ou du boeuf aux OGM importés et ça ne va pas

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

s’arranger si le Traité Mercosur est signé ».

« On a le moral au plus bas » reconnaît Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d’Agriculture de Vaucluse. « On n’arrive pas à nourrir notre propre famille, on n’a pas les mêmes normes qui nous sont imposées, les mêmes charges sociales. Il y en a qui trichent avec les étiquettes et les tampons, qui nous trompent sur la marchandise, surtout dans la grande distribution. On est étranglés ».



©DR

Il y avait 1 million de paysans en France en 1988, il en reste 350 000 aujourd’hui. Ce que voient venir les agriculteurs, c’est leur extinction si on ne fait rien. Il est urgent de réagir, d’où cette révolte paysanne. Depuis un an, depuis l’inaugurations chaotique du Salon de l’Agriculture, quelques avancées avaient été réalisées par le gouvernement. Mais avec la dissolution-surprise du 9 juin, la campagne des législatives,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

les trois mois à patienter pour trouver un 1er ministre, puis les semaines à attendre pour former un nouveau gouvernenemt, la Loi d'Orientation Agricole est restée en suspens, faute d'interlocuteur. « Sur les 70 propositions de Gabriel Attal au printemps, seulement 36% ont été mises en application depuis, on est floués » explique Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, « C'est totalement insuffisant. Nous en avons marre de cette Europe-passoire qui laisse entrer des produits qui ne respectent pas nos normes de traçabilité et de garantie alimentaire. Et avec le Mercosur, la mondialisation va s'intensifier, les importations aussi, au mépris de notre santé et des cours du marchés qui vont d'effondrer ».

La volonté des paysans en colère n'est pas de bloquer la France, mais de faire passer leur message avec des opérations « coup de poing » jusqu'à la mi-décembre. Pas question de compliquer la vie des consommateurs en amont des fêtes de fin d'année, quand les meilleurs produits agricoles, foie gras, truffes, cardons, poulardes, chapons, treize desserts et grands crus s'arrachent pour composer le menu de réveillons.

« Heureusement, nous avons le soutien de 80% de la population, selon un sondage », précise Georgia Lambertin, soulagée ne pas subir d'agri-bashing. « On remercie nos concitoyens pour leur soutien dans notre lutte légitime et on va tout faire pour ne pas bloquer la circulation. On veut simplement vivre dignement de notre travail, être enfin entendus par les pouvoirs publics et ne plus voir des courges payées 38 centimes d'euro au payan qui se retrouvent dans les étals de supermarchés à 3,50€. »